



Sommet UE-Amérique latine et Caraïbes des 17 et 18 juillet à Bruxelles

L'enjeu des accords de libéralisation du commerce UE-Mercosur, UE-Chili, UE-Mexique

Les 17 et 18 juillet, les représentants des gouvernements d'Amérique latine, des Caraïbes et de l'UE se réunissent à Bruxelles pour le troisième [sommet UE-CELAC](#). De nombreux chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus, à commencer par Lula, récemment réélu président du Brésil.

La Commission européenne et plusieurs États membres de l'UE souhaitent profiter de l'occasion pour que le processus de ratification des accords commerciaux (et d'investissement) UE-Mercosur, UE-Mexique et UE-Chili soit ouvert à cette occasion. En raison des désaccords et exigences divergentes entre les blocs UE et Mercosur, et entre États au sein de ces blocs, il est peu probable que la Commission parvienne à ses fins, du moins pour l'accord UE-Mercosur.

Pour les organisations de la société civile des deux côtés de l'Atlantique, ces accords font partie d'un modèle commercial dépassé qui conduit les populations et la planète dans l'impasse. Ils servent les intérêts des entreprises multinationales au détriment des conditions de travail décentes, de l'emploi, des limites planétaires et du bien-être des animaux, et creusent des inégalités sociales insoutenables. Ils approfondissent la

mondialisation des échanges au lieu de mettre sur pied des règles et politiques publiques en mesure de favoriser la relocalisation écologique et solidaire.

Au lieu d'une concurrence accrue, une plus grande coopération entre les deux régions est nécessaire, et possible, pour faire face aux défis majeurs de notre époque : la crise climatique, la perte massive de biodiversité, l'augmentation de la pauvreté, du chômage et de la faim et l'escalade des conflits géopolitiques. La société civile des deux côtés de l'Atlantique demandent l'arrêt des négociations de ces accords obsolètes et le déploiement de partenariats financés permettant de relever ces défis communs.

Dans cette perspective, les organisations de la société civile des deux côtés de l'Atlantique organisent plusieurs événements : conférence publique au Parlement européen soutenue par trois groupes politiques, manifestation-action devant le Parlement européen, réunion de travail, etc pour exiger l'abandon de ces accords et l'ouverture d'une nouvelle ère. Un appel conjoint en ce sens sera rendu public à cette occasion.

Dans ce dossier de presse :

- **p. 2 : Agenda complet des initiatives de la société civile les 17 et 18 juillet à Bruxelles, avec liste des intervenant.e.s**
- **p. 3 : Citations et contacts sur place**
- **p. 4 : Actualités autour de l'accord UE-Mercosur**
- **p. 6 : Actualités autour des accords UE-Mexique et UE-Chili:**

Le Collectif français Stop CETA-Mercosur regroupe des dizaines d'organisations françaises, parmi lesquelles ActionAid France, Aitec, Alternatiba, Amis de la Terre, Attac France, CGT, Confédération paysanne, Foodwatch, France Nature Environnement, FSU, Greenpeace, Union syndicale Solidaires, etc.

Initiatives de la société civile les 17 & 18 juillet :

Avec la participation de nombreux experts et représentants latino-américains et européens - Interviews, photos, vidéos possibles : nous contacter en amont.

A l'initiative de la coalition transatlantique "Stop EU-Mercosur" (stopeumercosur.org) ainsi que des coalitions contre les accords de commerce et d'investissement UE-Mexique et UE-Chili

Lundi 17 juillet

9.00-14.00, Parlement européen, Rue Wiertz 60, ASP 3G3

Conférence : "Une nouvelle relation commerciale entre l'UE et l'Amérique latine au 21ème siècle", co-organisée par les Verts/ALE, la GUE et le groupe S&D, en présence de nombreux représentant.e.s d'organisations de la société civile latino-américaine et d'expert.e.s des politiques commerciales et de la mondialisation :

- programme détaillé disponible [ici](#)
- événement hybride : [s'inscrire](#) pour participer en ligne ou en personne.
- Interviews possibles
- retransmission (si possible) sur le [compte Youtube du collectif Stop-CETA Mercosur](#)

14.30-15.30, Place du Luxembourg, 1050 Bruxelles, devant le Parlement européen

Protestation contre l'accord UE-MERCOSUR et la politique commerciale déloyale de l'UE :

- opportunité de photos, images TV, interviews ;
- les participants construiront et démoliront une « Tour de Jenga » (tour infernale) géante transcrivant le caractère inacceptable de l'accord UE-Mercosur
- Événement Facebook : <https://www.facebook.com/events/1301097547470936>

17.00-20.00, Mundo Madou, Avenue des Arts 8, Bruxelles

Événement "Construire une transition juste vers un avenir durable en Amérique latine : Conférence de la société civile en parallèle au sommet UE-CELAC", (en coopération avec le réseau EU-Lat)

- pour participer, s'inscrire [ici](#)
- Un dîner léger sera offert après l'événement au Mundo Madou

Mardi 18 juillet

9.00-16.00 Réunion stratégique entre les organisations de la société civile européenne et latino-américaine sur les accords de libre-échange (UE-Mercosur, UE-Chili et UE-Mexique).

Durant les 2 jours : un [Sommet des Peuples](#) aura également lieu à l'Université de Bruxelles. Ces deux actions se renforceront mutuellement.

Publication d'une déclaration de la société civile

A cette occasion, les organisations de la société civile des deux côtés de l'Atlantique vont publier une déclaration appelant les chefs d'Etat et de gouvernement à

« se saisir du sommet UE-CELAC pour élaborer des relations transatlantiques qui contribuent à la construction de sociétés socialement justes et écologiquement résilientes, fondées sur les principes de la démocratie, de la solidarité, de la protection des droits de l'homme et des droits du travail et du respect des limites planétaires e à (...) envoyer un signal fort CONTRE ces accords de libéralisation du commerce (et d'investissement) entre l'UE, le Mexique, le Chili et les pays du Mercosur et de préparer le terrain pour une nouvelle ère de coopération juste et durable entre les deux régions ! »

Publication le lundi 17 juillet.

Diffusion à l'occasion des événements organisés par la société civile et par voie électronique.

Citations

Maxime Combes, économiste à l'Aitec et co-animateur du collectif national Stop-Mercosur :

« L'accord UE-Mercosur, qui a été négocié dans le plus grand secret pendant 20 ans, est obsolète dans ses principes et dangereux pour notre avenir commun : nous avons besoin de renforcer les liens et les partenariats entre les deux régions et les populations, pas d'un accord « viande contre voitures » qui va aggraver la dépendance des pays du Mercosur à l'exportation de matières premières et celle des pays européens à l'importation de ces mêmes ressources, au détriment des populations locales, de leurs droits et de la planète ».

Pour Nicolas Roux, en charge des questions commerciales pour Attac France,

« Plutôt que d'offrir de véritables changements comme le prétend la Commission européenne, l'instrument conjoint qu'elle propose ne comporte aucune nouvelle mesure pour résoudre les problèmes de déforestation, de changement climatique, de violations des droits humains ou de bien-être animal. L'accord UE-Mercosur pousse toujours activement l'Amérique du Sud plus loin dans l'effondrement écologique, soutient un système économique néocolonial destructeur et engendre des inégalités sociales ».

Quintino Severo, secrétaire adjoint aux relations internationales de la CUT, la plus grande centrale syndicale du Brésil et d'Amérique latine :

« Nous sommes très inquiets des répercussions de l'accord UE-Mercosur sur les travailleurs brésiliens. Cet accord commercial ne profitera qu'à une seule partie, et cette partie n'est pas le Mercosur, ni les travailleurs de notre continent. Nous exigeons que cet accord soit renégocié afin de garantir que nous ne continuerons pas à être de simples exportateurs de matières premières ».

Morgan Ody, paysanne en France et coordinatrice générale du plus grand mouvement mondial de paysans, La Via Campesina :

« Nous devons nous unir pour briser le paradigme commercial actuel, obsolète et non réglementé, qui place le profit au-dessus des droits humains, des crises du climat et de la biodiversité, de la souveraineté alimentaire et des droits des producteurs de denrées alimentaires à un revenu équitable. La voix des citoyens est réduite au silence et ignorée au profit des grands lobbies, dont les intérêts égoïstes mettent en péril la santé et le bien-être des citoyens et de l'environnement ».

—

Contacts sur place :

- **Maxime Combes, économiste à l'Aitec et co-animateur du collectif national Stop-Mercosur, maxime.combes@gmail.com, +33 6 24 51 29 44**
- **Nicolas Roux, en charge des questions commerciales pour Attac France, nicolasroux@riseup.net, +33 7 69 12 73 84**
- **Romains Descottes, conseiller confédéral CGT à l'espace international, r.descottes@cgt.fr, + 33 6 52 64 97 96**
- **Morgan Ody, paysanne en France et coordinatrice générale du plus grand mouvement mondial de paysans, La Via Campesina : morgan@viacampesina.org, +33 626 97 76 43**

Actualités autour de l'accord UE-Mercosur :

1. La Commission européenne a tenté un tour de magie

Pour tenter de ressusciter l'accord UE-Mercosur, la Commission européenne a rédigé un document qui a fuité dans la presse en mars 2022 et qui n'est toujours pas officiellement public, empêchant un débat éclairé et transparent. Cet « instrument conjoint » ne modifie en rien le contenu de l'accord UE-Mercosur et ne crée aucune obligation nouvelle, ni aucun mécanisme ayant une force exécutoire capable de résoudre les problèmes soulevés par cet accord. L'économie générale de l'accord reste totalement inchangée. Il ne comprend rien sur le volet agricole, pourtant l'un des plus critiqués de l'accord.

Pour aller plus loin :

- [Le document de la Commission disponible en anglais et français](#)
- L'analyse de l'Aitec : [Un tour de magie qui ne change rien à l'économie générale de l'accord UE-Mercosur](#)

2. La Commission a plus d'un tour dans son sac pour contourner les oppositions

La Commission européenne a reconnu envisager une astuce procédurale visant à contourner l'opposition d'un certain nombre d'États membres de l'UE et de leurs parlements : le "splitting". Conçu comme un accord d'association, l'accord UE-Mercosur ne peut théoriquement être adopté que si tous les États membres de l'UE l'approuvent à l'unanimité. En d'autres termes, chaque État membre dispose actuellement d'un droit de veto. En outre, les parlements nationaux et/ou régionaux de l'UE ont également le droit d'approuver ou de rejeter l'accord au cours du processus de ratification se déroulant dans chaque pays. Le "splitting" conduirait à séparer le pilier commercial de l'accord UE-Mercosur du reste du contenu de l'accord d'association. Il entraînerait une modification de la procédure de vote pour le pilier commercial, qui pourrait être ratifié, contrairement à ce qui était initialement prévu, par une majorité qualifiée de membres du Conseil, sans nécessiter le consentement de tous les États membres de l'UE. Sans nécessiter non plus la ratification nationale de l'accord par les parlements des États membres. Une analyse juridique commandée par la coalition européenne StopEUMercosur montre que cette pratique violerait le mandat de la Commission européenne. Nos organisations appellent donc les gouvernements et les décideurs européens à rejeter avec fermeté cette proposition.

Pour aller plus loin :

- nos [exigences](#) ;
- [l'analyse juridique](#) (en anglais) ;

3. Le Brésil change la donne en posant des exigences sur les marchés publics et l'industrie

Jusqu'ici, presse et commentateurs ont principalement mentionné les critiques de Lula envers la proposition peu ambitieuse de la Commission européenne sur le développement durable. Le président brésilien a pourtant mis sur la table des exigences qui sont de nature à retarder, compliquer, et peut-être empêcher une finalisation rapide de l'accord. Ces conditions, portent notamment sur l'organisation des marchés publics (médicaments notamment) et les garanties que le Brésil veut obtenir afin de conserver la possibilité de mener la politique industrielle de son choix. Le message envoyé par le Brésil à Bruxelles et le suivant : « vous ne pouvez pas protéger vos secteurs agricoles en limitant les importations de nos produits au nom du climat/déforestation tout en nous imposant l'ouverture des marchés publics et secteurs industriels pour nous inonder de vos produits finis ». Cette position brésilienne fait clairement apparaître le caractère déséquilibré et asymétrique de cet accord. Cette position pourrait à elle seule faire dérailler l'accord UE-Mercosur.

Pour aller plus loin :

- Analyse détaillée de l'Aitec : [Les marchés publics vont-ils faire dérailler l'accord UE-Mercosur ?](#)
- [Etude de l'Institut de recherche économique appliquée \(Brésil\) qui pointe les risques de désindustrialisation de l'économie brésilienne.](#)

4. Les négociations sont-elles au point mort ?

Selon la presse brésilienne, la contre-proposition brésilienne est quasiment finalisée, et devrait être transmise prochainement aux autres pays du Mercosur qui pourrait la compléter de leurs propres

exigences. Elle sera ensuite soumise à l'UE. Le rendez-vous de négociation de haut-niveau des 29 et 30 juin a été annulé. La Commission européenne aurait souhaité obtenir une réponse officielle à sa proposition et les contre-propositions du Mercosur suite au sommet Mercosur des 3 et 4 juillet. Ce n'est pas le cas. Si un prochain rendez-vous de négociation semble envisagé en août, il paraît désormais difficile de régler tous les points soulevés par le Brésil par une "lettre jointe à l'accord" comme le propose la commission européenne, alors que Lula semble vouloir modifier l'accord existant, et montrer que Bolsonaro a bradé l'industrie brésilienne.

5. Le sommet UE-CELAC va-t-il permettre des avancées ?

Selon les informations fuitées dans la presse, les préparatifs concernant la déclaration finale du sommet achoppent sur l'Ukraine, mais aussi sur l'accord UE-Mercosur. Dans les dernières versions du brouillon de déclaration, il n'y avait toujours pas de formulation finalisée pour évoquer l'accord UE-Mercosur. Pas uniquement en raison des désaccords entre l'UE et le Mercosur, mais aussi parce que l'Autriche et la France ne souhaiteraient pas une formulation trop engageante, contrairement à la Commission européenne.

6. Quelle est la position des pays de l'Union européenne ?

En Europe, les parlements autrichiens, hollandais et wallon ont clairement pris position contre l'accord UE-Mercosur. Si beaucoup ont exprimé des inquiétudes et/ou affirmé qu'ils s'opposaient à l'accord « en l'état », comme la France, nombre de ces prises de position pourraient changer. Par contre, de nombreux pays européens sont clairement favorables : Espagne, Portugal, Suède, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, Italie, Lettonie etc. Au sein du Parlement européen, la gauche et les Ecologistes sont contre l'accord, avec des particularités nationales, les sociaux-démocrates sont divisés mais avec plus de députés favorables, tout comme les libéraux, tandis que les conservateurs sont plutôt favorables avec quelques eurodéputés contre.

7. Quelle est la position de la France ? Peut-elle bloquer l'accord UE-Mercosur seule ?

Favorable au moment de la conclusion de l'accord en juin 2019, la position française est devenue négative à l'occasion du G7 de Biarritz en août 2019. E. Macron avait alors affirmé être opposé à l'accord « en l'état ». Devant la Convention citoyenne pour le climat, il avait ensuite indiqué « avoir stoppé net les négociations avec le Mercosur ». Les négociations se sont pourtant poursuivies fin 2019 et en 2020. A l'occasion de la remise du rapport de la commission d'évaluation « Ambec » – rapport relativement critique sur le contenu de l'accord - le gouvernement a formulé trois « exigences » : 1) que l'accord ne provoque pas « d'augmentation de la déforestation », 2) que les pays du Mercosur respectent « leurs engagements au titre de l'Accord de Paris », 3) « que les produits agroalimentaires importés respectent les normes sanitaires et environnementales de l'UE ». Plus généralement, E. Macron et le gouvernement se comportent comme s'il suffisait de dire « non » à l'accord UE-Mercosur à Paris mais sans prendre d'initiative majeure pour le bloquer à Bruxelles. Plus récemment, à l'occasion d'un déplacement au Brésil, le ministre délégué au commerce Olivier Becht a affirmé vouloir « se donner du temps » pour finaliser l'accord UE-Mercosur, tout en précisant qu'il fallait « évidemment conclure » : « l'accord UE-Mercosur contient des dispositions très favorables à nos entreprises ; c'est pourquoi nous n'avons jamais été opposés à la signature de cet accord » a-t-il [précisé](#). Le seul « Non » de la France pourrait par ailleurs ne pas être suffisant (cf. point sur le *splitting*). Raison pour laquelle l'exécutif devrait chercher à constituer une minorité de blocage au sein du Conseil européen.

Pour aller plus loin :

- [Accord UE-Mercosur : la France tient-elle un double discours ?](#) 6 juin 2023
- [Résolution UE-Mercosur à l'Assemblée nationale : le ministre Becht ne répond pas aux questions posées](#) 14 juin 2023 + [Analyse de la résolution votée par l'Assemblée nationale](#) 12 juin 2023

-

RESSOURCES PLUS GENERALES :

- [Appel pour une alternative à l'accord UE-Mercosur](#) signé par plus de 170 organisations des deux côtés de l'Atlantique ;
- [Brochure « Les 10 raisons de s'opposer à l'accord UE-Mercosur »](#) par l'Aitec et Attac France
- [« Pourquoi faut-il se remobiliser contre l'accord UE-Mercosur, y compris en France ? »](#)

Actualités autour de l'accord UE-Mexique et UE-Chili:

Accord UE-Chili

La Commission européenne a annoncé ce vendredi 9 décembre avoir finalisé les négociations pour un nouvel accord de libéralisation du commerce et de l'investissement entre l'UE et le Chili. Présenté comme un levier de croissance économique et d'accès privilégié pour l'UE aux matières premières exploitées au Chili (lithium, cuivre...), cet accord vient approfondir la mondialisation néolibérale et productiviste pourtant source d'aggravation des nombreuses crises actuelles et vivement rejetée par les populations. Dans une déclaration signée par des dizaines d'organisations chiliennes, sud-américaines et européennes, dont de nombreuses françaises parmi lesquelles le collectif Stop CETA-Mercosur, la société civile appelle à stopper ce projet d'accord qui pourrait être signé au début de l'été 2023.

Pour aller plus loin : Déclaration des organisations de la société civile : [Le nouvel accord commercial entre le Chili et l'UE doit être arrêté](#)

Accord UE-Mexique

Dans une lettre ouverte adressée aux dirigeants politiques du Mexique et de l'Union européenne (UE), plus de 120 organisations de la société civile mexicaine et européenne, dont plus d'une vingtaine françaises, appellent à ne pas ratifier l'accord de libre-échange "modernisé" entre l'UE et le Mexique (1). Négocié dans l'opacité la plus totale, cet accord, qui a été conclu en avril 2020, en pleine pandémie, va approfondir la libéralisation du commerce, ouvrir de nouveaux marchés et donner de nouveaux droits aux entreprises multinationales, à rebours de ce qui serait nécessaire pour faire face aux crises sanitaires, sociales, économiques et écologiques que nous connaissons. Le processus de ratification pourrait débuter à l'automne.

Pour aller plus loin

- Appel de 120 organisations de la société civile européenne et mexicaine (avec la liste des signataires) : **Six raisons pour NE PAS ratifier l'accord global UE-Mexique**
- [le guide d'analyse](#) de l'accord UE-Mexique publié par le collectif Stop CETA-MERCOSUR, l'Aitec et Attac France

Pour contacter et suivre les actualités du Collectif Stop CETA-MERCOSUR

- vous inscrire par [mail](#) sur le site du collectif Stop CETA-Mercosur
- suivre les comptes [Twitter](#) et [Facebook](#) du collectif,
- Nous avons créé un Canal Telegram « Presse » pour partager des infos sans surcharger les boîtes mail : [ici pour s'y inscrire](#) (peu de messages)
- contact@collectifstopptafta.org
- Maxime Combes, 06 24 51 29 44, maxime.combes@gmail.com

